

Elections Européennes du 26 mai 2019

Analyse des programmes électoraux

Le collectif Lyon-Rhône du Pacte Civique a réalisé un travail d'analyse des programmes des principales listes¹ pour les élections européennes du 26 mai prochain.

Dans une première partie nous avons rassemblé les orientations majeures qui ressortent de l'analyse des programmes de ces listes, tels qu'ils figurent sur les sites internet de ces partis.

Dans une deuxième partie, nous avons comparé les propositions que font ces diverses listes sur les grands thèmes des politiques de l'Union Européenne.

1 - Les Orientations majeures des principaux programmes

Liste RN : « Manifeste pour l'alliance européenne des Nations »

Le manifeste du Rassemblement National (76 pages) est avant tout une dénonciation du fonctionnement actuel de l'UE et un plaidoyer pour l'autonomie des Nations. Il est un texte idéologique qui propose peu de mesures concrètes mais qui décline sur tous les sujets le principe de la primauté des Nations.

De ce fait, schématiquement, le rôle de l'UE est de permettre à chaque Etat membre de faire ce qu'il veut chez lui, et d'autoriser les Etats membres qui veulent mener des politiques communes à le faire. Il n'y a donc plus de projet européen commun ou de politique commune aux Etats.

Seules concessions « supra nationales » : la préférence communautaire dans les marchés publics et le « serpent fiscal » fixant les limites à la concurrence fiscale entre Etats membres.

Liste LR : « Pour la France, transformer l'Europe ».

Le programme des Républicains veut que « l'Europe s'affirme en tant que civilisation » par le rappel des racines judéo-chrétiennes de l'Europe et la défense de son patrimoine culturel. Il s'agit avant tout de remettre des frontières pour lutter contre l'immigration illégale en même temps que contre le terrorisme islamique.

Sur le plan économique, l'Europe doit avant tout renouer avec la préférence européenne pour une meilleure défense de nos entreprises. Comme l'indique le titre du programme, les propositions font aussi une large

¹ Six listes ont été retenues : Rassemblement national, Les républicains, La République en marche, Places publiques – Parti socialiste, Les Verts (EELV), La France insoumise.

place à la défense des intérêts français : défense des entreprises françaises, de l'agriculture et des pêcheurs français.

On y trouve peu de propositions en matière de gouvernance et d'institutions.

Liste LREM : « *Pour une renaissance européenne* »

Le programme valorise l'action de l'UE et s'étend sur les deux dangers qui la menacent : le repli nationaliste, qualifié de « *rejet sans projet* », et le statu quo, qui ne répond pas aux inquiétudes et aux doutes des Européens.

Il énumère ses propositions sous plusieurs chapitres, notamment : *faire de l'Europe une puissance verte, bâtir l'Europe de la justice sociale et fiscale, faire respecter l'Europe dans la mondialisation, donner à l'Europe les moyens de se défendre, faire respecter nos valeurs et nos frontières, rendre l'Europe aux citoyens*. De manière générale, il plaide pour une harmonisation plus poussée des politiques européennes, notamment en matière de fiscalité, de défense et d'immigration. L'appel à la mise en place d'une « Conférence pour l'Europe » constitue une réponse originale, moins ambitieuse que celle des Verts, au déficit démocratique du fonctionnement de l'UE.

Liste Verts : « *Sauver l'Europe pour sauver le climat* »

Le plan d'action des écologistes pour l'Europe s'intitule « Sauver l'Europe pour Sauver le climat ». Pour les « Verts », la priorité est de lutter contre le réchauffement climatique, pour la biodiversité et pour une alimentation saine : faire de l'Europe la patrie des droits du vivant, le leader mondial de la transition écologique, remettre la finance à sa place, sortir de la folie du gaspillage et de la *malbouffe*.

Toutes leurs propositions, en matière de finances, de fiscalité, de relations extérieures, d'énergie, d'agriculture, s'articulent autour de ces urgences, ce qui peut expliquer que certains thèmes ne soient pas traités dans leur manifeste, alors que figurent dans leurs textes nationaux des orientations précises, notamment sur les mobilités des personnes venant de pays tiers. La réponse avancée au déficit démocratique du fonctionnement de l'UE, mise en place d'une Constituante, est ambitieuse et radicale.

Liste PP-PS : « *Envie d'Europe* »

La liste PP-PS veut promouvoir une Europe écologique, sociale et solidaire.

- D'abord écologique avec le refus d'une austérité qui empêcherait la transition écologique, avec l'application de la règle d'éco-conditionnalité sur toutes décisions de l'UE, avec la construction d'une Europe plus respectueuse du vivant se protégeant des excès d'une mondialisation peu respectueuse de l'écologie et des objectifs de justice sociale ;
- Sociale en rendant le pouvoir aux citoyens et aux parlements, en réduisant les inégalités sociales de pouvoir d'achat et de territoire, en instaurant un service européen de la jeunesse ;
- Et solidaire dans l'accueil des réfugiés et dans les politiques d'aide au développement de pays tiers (notamment africains).

Le programme développe particulièrement l'aspect économique : imposition des personnes et des entreprises, lutte contre les paradis fiscaux, budget de la zone euro ... et propose des réformes limitées en matière de gouvernance et d'institutions.

Liste La France Insoumise : « *L'Avenir en commun, en Europe aussi !* »

La principale caractéristique du programme LFI est qu'il s'agit d'un programme de **rupture** avec :

- une volonté de **sortir des traités européens** et de ne pas en respecter les règles si la sortie s'avère impossible ;
- une volonté de **sortir du libre échange** et de le remplacer par un protectionnisme solidaire ;
- une volonté de **sortir de l'OTAN**, de ne plus accepter la tutelle des USA et de se rapprocher de la Russie.

Face à l'urgence climatique, il entend engager une planification écologique européenne ambitieuse pour protéger les écosystèmes, la santé, promouvoir une alimentation de qualité et aller vers 100% d'énergie renouvelable en 2050. Les propositions économiques sont volontaristes en matière de convergence pour mettre fin au dumping fiscal et social et pour encadrer la finance.

2 - Comparaison des propositions par grand thème

Institutions, frontières et mobilités, défense, économie finance et fiscalité, Europe sociale, énergie et climat, environnement et politique agricole².

LES INSTITUTIONS

Les divers programmes relatifs aux institutions présentent des différences importantes entre ceux qui veulent quitter l'Union Européenne ou réduire son pouvoir en rendant des prérogatives aux Etats (RN, LFI et à un degré moindre LR) et ceux qui veulent continuer sa progression avec plus de convergence des politiques (LREM, Verts, PP-PS).

Des convergences existent cependant sur la nécessité de faire plus de place aux initiatives citoyennes, de faire la chasse aux fraudes et corruptions mais aussi de réduire le rôle de la Commission et d'augmenter celui du Parlement.

On s'étonne que seules les listes PP-PS et LREM proposent un budget propre à la **zone euro**, et qu'aucune d'entre elles n'envisage de réforme de fond de sa gouvernance.

Mesures radicales de changement d'organisation de l'Union Européenne

RN : Il est acté la supériorité des Constitutions Nationales et des lois approuvées par référendum sur les directives, les traités européens et les jugements des tribunaux européens.

Le principe de la souveraineté juridique des états est affirmé (remise en cause de la Cour Européenne des droits de l'Homme).

L'unanimité est requise pour toute directive touchant à la souveraineté d'un Etat.

Il est proposé de généraliser le principe de coopération choisie (« Alliance des nations ») pour s'opposer aux tendances supra-nationales ou fédéralistes de l'UE.

LFI : Proposer la sortie des traités européens pour aboutir à un nouveau traité fondateur sur la base du mieux disant social et environnemental. Reconnaître le droit à la désobéissance aux règles européennes lorsque l'Etat estime que ses intérêts fondamentaux sont mis en cause.

LR : Défendre le principe de subsidiarité ; action de l'Europe lorsqu'elle a une vraie plus-value.

LREM : organisation d'une Conférence pour l'Europe associant dirigeants européens, panels de citoyens et société civile afin de définir les priorités d'actions de l'UE.

PP-PS, LREM : Créer un budget propre à la zone euro avec un contrôle parlementaire.

² Les quelques propositions des uns ou des autres qui échappent à ces sept thématiques ne sont pas reprises dans ce document.

Verts : Proposition d'une Constituante européenne pour protéger les minorités, redistribuer les pouvoirs en Europe, affirmer l'égalité homme/femme et octroyer le droit de vote à 16 ans.

Verts, PP-PS, LREM : Création d'une Banque européenne du climat et de la biodiversité.

LREM : Création d'une Agence européenne de protection des démocraties pour lutter notamment contre les cyber-attaques.

Mesures modifiant les rôles de la Commission, du Parlement et de la BCE

RN : La Commission devient le secrétariat général du Conseil sans rôle décisionnaire. Elle perd l'initiative des lois qui ressort du Conseil. On limite son pouvoir normatif et on en fait plutôt une Commission de projets.

LR, LREM, PP-PS, LFI : Le Parlement a l'initiative des lois conjointement avec le Conseil.

LFI : Le Parlement vote l'investiture du président de la BCE.

PP-PS : Création d'un poste de commissaire à l'égalité homme-femme

RN : Revoir la gouvernance de la BCE

Verts : Réforme de la BCE tant dans sa composition que dans ses missions (protection de la planète et non plus lutte contre l'inflation).

Mesures visant à favoriser la participation des citoyens à la vie de l'Union Européenne

PP-PS, LREM, LR, LFI : Rendre l'initiative Citoyenne Européenne (ICE) plus accessible et plus efficace ; dans le cas de **LFI**, obliger la Commission à donner des suites législatives aux ICE.

PP-PS : Renforcement du comité des Régions pour mieux associer les élus locaux

Verts : Instauration d'un référendum européen thématique contraignant, d'initiative citoyenne ou parlementaire. Possibilités d'actions de groupe au niveau européen pour les atteintes à l'environnement, la consommation, la santé.

Mesures de moralisation de la vie des institutions

LR : Plan de lutte contre le gaspillage de l'argent public dans les institutions européennes.

LREM : Contrôler les frais des eurodéputés et baisser le plafond de la rémunération des fonctionnaires européens ; limiter à 3 le nombre de mandats successifs des eurodéputés.

LFI : Abroger la directive sur le secret des affaires qui protège les intérêts des particuliers au détriment des lanceurs d'alertes ; interdire les cadeaux aux parlementaires ou commissaires européens.

LREM : Bannir d'internet, par des règles européennes, tous les discours de haine et de violence. Interdire le financement des partis politiques européens par des puissances étrangères.

PP-PS, LFI, LREM : Encadrer de manière plus stricte le rôle des lobbys et des experts.

PP-PS, LREM, LFI : Interdiction faite aux commissaires et hauts fonctionnaires européens pendant 5 ans (3 ans pour **LREM**, 10 ans pour **LFI**) de servir les intérêts des banques et des multinationales. Le Parlement pourra révoquer un commissaire en cas de conflit d'intérêt (**PP-PS**).

LREM, PP-PS, Verts : Création d'une Haute Autorité de la Transparence visant à garantir l'indépendance des institutions, des agents publics et des élus vis-à-vis des intérêts privés.

LREM, PP-PS, Verts : Les Etats non respectueux de l'Etat de Droit verront leurs fonds suspendus.

Verts : Abrogation de la directive sur le secret des affaires et protection des lanceurs d'alerte.

LES FRONTIERES ET LES MOBILITES

Globalement sur une échelle qui va des positions nationalistes et fermées à des positions européennes et plus ouvertes, on observe une gradation qui va du **RN** vers **LR, LREM, PS-PP** et **LFI**.

Le Programme des Verts ne traite pas le sujet ; on lui connaît par ailleurs des positions très ouvertes.

Le programme **LREM**, tout en étant ferme sur les conditions d'accueil, prône une coopération européenne très poussée.

Pays de départ et de transit des migrants

Pas de position de **RN** puisqu'il traite le sujet aux frontières intérieures et extérieures de l'Europe.

LR : Ramener les bateaux des migrants sur les côtes africaines.

LR : Supprimer l'aide au développement aux pays qui refusent le retour des ressortissants arrivés illégalement dans l'UE.

LR : Les demandes d'asile sont traitées hors de nos frontières.

LR : Des projets d'aide au développement sont associés à l'installation de points de contrôle avant l'arrivée en UE, à la lutte contre les passeurs et au retour des migrants non régularisés.

LFI, LREM : Aide au retour des réfugiés qui le souhaitent lorsque la situation de leur pays d'origine le permet.

PP-PS, LFI : Combattre les causes de l'exil forcé ; augmenter l'aide au développement à 0,7% du PIB

LFI : Organiser une Conférence internationale sur les migrations sous l'égide de l'ONU, combinant la lutte contre les causes de l'exil forcé et l'anticipation des millions de réfugiés climatiques à venir.

LREM : Négocier un Pacte d'avenir avec l'Afrique (soutien au développement, investissement, partenariats universitaires, éducation des jeunes filles ...).

Frontières extérieures à l'Espace Schengen

RN, LR, LREM, PP-PS : Renforcer les contrôles aux frontières et les moyens de Frontex.

LREM : Frontex est chargé du rapatriement des migrants illégaux

LR : Ramener les bateaux de migrants sur les côtes africaines.

PP-PS, LFI : Créer un corps civil de secours et de sauvetage en mer.

LFI : Refuser les accords qui maintiennent les migrants dans des pays non démocratiques (Turquie, Libye ...)

Mobilités à l'intérieur de l'espace Schengen

RN, LR : Contrôle des frontières sous responsabilité de chaque Etat en complément des contrôles aux frontières extérieures.

RN : Fin des accords de Schengen au profit d'accords de libre circulation négociés entre Etats.

LREM : Les accords de Schengen sont révisés et tous ceux qui veulent y participer doivent remplir des obligations de responsabilité (contrôle rigoureux des frontières) et de solidarité (même politique d'asile).

LFI : Les accords de Schengen sont révisés (sans précision).

LREM, PP-PS, LFI : mettre fin au règlement de Dublin qui renvoie les demandeurs d'asile aux pays d'entrée, en le remplaçant par un régime d'asile européen avec un Office européen de l'asile.

Traitement des demandes d'asile

LREM, PP-PS, LFI : Créer un même droit d'asile au niveau européen.

LREM, PP-PS, LFI : Créer un système incitatif de fonds européen aux Etats ou collectivités qui accueillent des migrants.

PP-PS, LFI : Abolition du délit de solidarité.

LFI : Garantir le droit d'asile des personnes LGBT au sein du régime d'asile européen commun.

LA DEFENSE

Personne ne souhaite aller vers une intégration des défenses nationales, mais des clivages se font entre ceux qui souhaitent développer des planifications, coopérations, mutualisations et ceux qui souhaitent se concentrer exclusivement sur les défenses nationales ; un clivage existe aussi par rapport à l'OTAN, les USA et la Russie.

Seuls les **Verts** n'abordent pas la question.

Ceux qui souhaitent des coopérations au niveau européen

LR : Création de structures (Etat-major permanent de planification et de conduite des opérations, Conseil de Sécurité Européen...) visant à planifier et conduire les opérations décidées par ceux qui le souhaitent (Mali...) ;

LREM : Création d'un cyber-bouclier européen et soutien mutuel en cas d'attaque informatique ;

LR, LREM, PP-PS : développer une solidarité logistique et financière plus forte envers ceux qui s'engagent pour la sécurité de tous ;

LR, LREM : traité de défense et de sécurité définissant les obligations indispensables communes aux Etats de l'UE (augmentation des dépenses militaires, clause de défense mutuelle...);

LR, LREM : financer les équipements militaires communs (drones, programmes conjoints de R et D ; **LREM** : politique spatiale ...);

PP-PS : livre blanc sur la défense et la sécurité européenne, développer les acquisitions communes d'armement.

Ceux qui souhaitent placer la défense dans le cadre national

RN : Les nations européennes doivent assurer leur défense elles-mêmes mais peuvent engager des coopérations avec des pays qui le souhaitent; ils peuvent aussi coopérer dans les systèmes d'armes disruptifs; le pacte de sécurité avec les USA doit être rééquilibré et il faut discuter avec la Russie sur le stationnement des armes en Europe.

LFI : Il faut refuser l'Europe de la défense, sortir la France de l'OTAN et abandonner le bouclier antimissile en Europe. Il faut conserver la maîtrise nationale de l'arme nucléaire.

L'ÉCONOMIE, LA FINANCE ET LA FISCALITE

D'une manière générale, mais avec des motivations diverses et à des degrés divers, toutes les listes proposent des impôts ou taxes supplémentaires, une protection de l'économie européenne soit aux frontières soit par préférence au sein de l'UE, une remise en cause des accords de libre échange ou des règles de concurrence internes à l'UE.

Les ressources de l'UE

Les ressources de l'UE sont une préoccupation des listes dès lors qu'elles sont favorables à un développement des investissements de l'Europe. Pour les autres, trouver des recettes autres permettrait de réduire éventuellement la contribution des Etats.

PP-PS, Verts : Augmenter le budget de l'UE à 5% du PIB (**Verts**) ou 1,3% (**PP-PS**);

Verts, PP-PS, LREM, LFI : Véritable taxe sur les transactions financières à un taux plus élevé pour les investisseurs en énergie fossile;

PP-PS, LFI : Créer un taux minimum d'imposition sur les sociétés dans chaque pays de l'UE ou harmoniser l'impôt sur les sociétés (**LREM**);

LREM : instauration d'un niveau minimal d'impôt mondial;

RN : Instaurer un « serpent fiscal » fixant les limites de la concurrence fiscale entre Etats membres;

LFI, PP-PS, Verts, LREM, LR, RN : Taxer les GAFAs;

Verts, PP-PS : Taxer les gros pollueurs : les avions (**PP-PS**), camions, bateaux à l'intérieur de l'UE ;

PP-PS : Impôt européen sur les hauts patrimoines ;

LFI : Chaque contribuable paie ses impôts dans son pays d'accueil mais acquitte la différence dans son pays d'origine.

Lutter contre les paradis fiscaux

On aurait pu s'attendre à ce que toutes les listes fassent figurer la lutte contre les paradis fiscaux comme une de leurs priorités. Est-ce parce que certaines listes estiment que c'est de la compétence des Etats ?

LFI, Verts : Inscrire les Pays Bas, le Luxembourg, l'Irlande, Malte et Chypre dans la liste des paradis fiscaux avec les sanctions inhérentes ; instaurer une frontière fiscale extérieure commune pour empêcher les profits non taxés dans l'UE de fuir vers des paradis fiscaux (Bermudes, îles Caïmans ...) ;

LFI : Contrôler les mouvements de capitaux pour lutter contre l'évasion fiscale ; retirer les licences des banques dont l'activité déclarée ne correspond pas à leur activité économique réelle dans les paradis fiscaux ;

Verts : Interdiction de l'accès aux marchés publics des entreprises disposant d'activités dans les paradis fiscaux ;

PP-PS : Création d'une liste européenne crédible des paradis fiscaux pourvue d'un mécanisme de sanctions ;

LREM : Durcir les sanctions contre les paradis fiscaux.

Protéger l'Europe

Toutes les listes veulent protéger l'Europe mais certainement pour des motifs différents et avec des expressions différentes.

LFI, Verts, PP-PS, LREM, LR : Instaurer un protectionnisme vert aux frontières (taxe carbone, ou taxe socio-environnementale ou droit de douane anti-pollution) ;

RN : Protéger le marché européen de la concurrence mondiale ;

LR, LREM : Renforcer le contrôle des produits importés (sécurité, règles sanitaires et environnementales), stricte réciprocité dans l'ouverture des marchés, mécanisme européen de filtrage des investissements étrangers ;

LFI : Surtaxer les importations en provenance de pays ne respectant pas les conventions de l'OIT ;

LREM : Directive « éthique des entreprises » interdisant l'accès au marché européen des entreprises portant atteinte aux intérêts stratégiques et aux exigences sociales et environnementales de l'Europe.

Préférence européenne ou nationale

Selon sa vision de l'Europe, chaque liste privilégie soit les entreprises européennes soit les entreprises nationales voire locales.

LREM, PP-PS, LFI : Préférence européenne sur les industries stratégiques et les marchés publics ;

LR : Double préférence européenne et française ; 50% des marchés publics réservés aux entreprises locales ;

PP-PS, LFI : Priorité aux productions locales(LFI) ou clause « locale » (**PP-PS**) dans les appels d'offre de marchés publics ;

RN : Reconnaître la « *Responsabilité nationale des entreprises* » pour favoriser production locale et main d'œuvre locale.

Une économie de marché autrement régulée

Verts, LFI, PP-PS, RN: Suppression des accords de libre-échange tant qu'il n'y a pas d'accord européen sur les critères environnementaux, sanitaires, sociaux et fiscaux à introduire ;

LREM : refus de signer des accords de libre-échange avec des pays ne respectant pas l'accord de Paris sur le climat ;

PP-PS, LREM, LR, RN, LFI : Redéfinir les règles de la concurrence interne à l'Europe ;

Verts, PP-PS, LREM : Finaliser l'union bancaire ;

Verts, PP-PS, LFI : Garantir la séparation des banques de dépôts et d'affaires ;

LREM : Supervision des grandes plateformes numériques (sanction des atteintes à la concurrence, transparence des algorithmes) ;

LFI : Refuser l'ouverture à la concurrence des services publics (ferroviaire, énergie...).

Des règles de l'UE à modifier

Verts, PP-PS : Sortir les dépenses liées à la transition écologique de la règle des 3% de déficit public.

PP-PS : Toutes les politiques d'investissement et de subventions seront soumises à une règle d'éco-conditionnalité qui permettra d'assurer une cohérence écologique des politiques économiques.

LREM, Verts, PP-PS : Mettre fin à la règle de l'unanimité en matière fiscale.

Des propositions diverses

LFI, LREM, LR : Affirmer le rôle de l'Euro comme alternative au dollar dans les accords commerciaux ;

LREM : Déployer un plan de soutien massif à l'industrie « *made in Europe* » dans les secteurs stratégiques (intelligence artificielle, renouvelables, 5G ...) ;

RN : Subordonner les politiques de coopération et d'aide au développement à des pays qui mènent des politiques de maintien des populations rurales sur leur territoire ;

LFI, PP-PS : Porter l'aide au développement à 0,7% du PIB ;

LFI : Interdire les instruments financiers toxiques (titrisation, trading haute fréquence ...)

LFI : Organiser une conférence européenne sur les dettes souveraines susceptible de déboucher sur des moratoires, une baisse des taux d'intérêt ...

L'EUROPE SOCIALE

Traditionnellement les listes « *de gauche* » cherchent à promouvoir un volet social en Europe, notamment pour protéger les plus fragiles. Les listes « *de droite* » se questionnent davantage sur les innovations à venir. Permettre à la jeunesse d'être mobile à l'intérieur de l'Europe fait l'unanimité des programmes.

Plus de social

LFI, PP-PS, LREM : Bouclier social intégrant un salaire minimum adapté à chaque pays (allant de 50% du salaire moyen pour **LREM** à 75% du salaire médian pour **LFI**) et un minimum vieillesse (**PP-PS**) ;

PP-PS : Bouclier emploi en cas de crise économique (maintenir les salariés dans leur emploi avec complément de financement européen) ;

LREM : Instaurer une garantie « zéro chômage » pour permettre à chacun de se former ;

LREM : Nouveaux droits et protections pour les travailleurs des plateformes type *Uber* ;

LFI, LREM, PP-PS : Pour les travailleurs détachés, appliquer le droit du travail du pays d'accueil s'il est plus favorable (**LFI**) ou « à travail égal, salaire égal et cotisations égales » (**LREM et PP-PS**) ;

LFI : Réduire la durée maximale du travail ;

LFI : Etendre le droit syndical le plus favorable à toutes les filiales d'un même groupe.

Protection des plus fragiles

Verts : Création d'un fond social pour la transition écologique, d'une sécurité socio-environnementale ;

Verts : Plan européen de lutte contre la pauvreté qui garantira à chacun un revenu décent ;

PP-PS : Plan d'éradication de la pauvreté infantile en 15 ans garantissant à tout enfant un logement, une éducation, une alimentation et des droits à la santé ;

Verts, PP-PS : TVA à 0% pour 100 produits de première nécessité (à définir démocratiquement) ;

LREM, PP-PS, LFI : Défense des droits des personnes LGBTI, défense du droit à l'avortement, parité homme – femme ;

LREM, LFI : Préserver les aides européennes aux plus démunis (banque alimentaire).

Plus de démocratie

Verts : Participation des citoyens à l'allocation des fonds européens ;

Verts, PP-PS, LR, LREM : Réforme de l'initiative citoyenne européenne pour la rendre plus accessible et contraignante ;

LFI, RN : Garantir la sécurité numérique de chacun ;

LREM : Conférence pour l'Europe regroupant dirigeants européens, experts et citoyens tirés au sort pour définir les domaines d'action prioritaire de l'UE.

L'Europe et la jeunesse

LFI, Verts, PP-PS, LREM, LR : Renforcement d'Erasmus, notamment à destination des jeunes les plus éloignés de la promesse européenne ;

LFI : Elargir le programme Erasmus à l'ensemble des pays francophones y compris hors Europe ;

PP-PS : Contrat d'apprentissage européen, meilleure harmonisation des diplômes, généralisation de la « garantie jeunes » ;

PP-PS, LREM : Elargir le service civique européen.

L'Europe et la culture

PP-PS, LFI : Protection de la diversité et de l'autonomie de la culture européenne contre la tendance monopolistique de « l'industrie culturelle » ;

LR : Instaurer le 1% culture européen ;

LFI : Augmenter les budgets de la culture

LR : Promotion de la langue française ;

RN : Aider les Etats et les régions à réguler le tourisme de masse ;

LREM : Soutien aux jeunes artistes.

L'Europe et l'innovation

LR : Définir une grande cause européenne mobilisatrice dans la recherche médicale ;

LFI : Créer une direction de l'Economie Sociale et Solidaire stimulant la création d'emplois d'utilité sociale dans les domaines sportifs, culturels et environnementaux ;

LFI : Augmenter les budgets européens alloués à la recherche publique avec un objectif de 3% du PIB ;

LR : Plan européen des nouvelles mobilités (projets innovants d'infrastructures et de transport) ;

LREM, LR : Stratégie européenne pour l'intelligence artificielle ;

LREM, LR : Coopération renforcée pour l'indépendance stratégique de l'Europe : cyber-sécurité, secteur spatial ;

RN : Se prémunir contre les dérives d'appropriation et de manipulation du vivant par des firmes privées ;

LREM : Faciliter financièrement la transition écologique ou numérique pour les travailleurs concernés.

L'ÉNERGIE ET LE CLIMAT

Tous les programmes étudiés s'intéressent à l'énergie et au climat, à l'exception de celui du RN. Ils proposent tous des mesures et des objectifs ambitieux pour lutter contre le réchauffement climatique. L'importance accordée à cette thématique varie d'un programme à l'autre : centrale pour les **Verts**, prioritaire pour **PS-PP**, **LREM** et **LFI**, importante pour **LR**, nulle pour **RN**, que nous excluons des analyses qui suivent.

Principes écologiques généraux

Les **Verts**, **PP-PS**, **LREM** et **LFI** avancent quelques principes généraux, qui englobent l'ensemble de la thématique écologique :

PP-PS : Règle d'éco-conditionnalité pour assurer une cohérence écologique des politiques économiques ;

Verts : Adopter un traité environnemental européen qui fera de l'écologie la norme juridique supérieure et tournera le dos à la logique productiviste des anciens traités : les critères économiques sont subordonnés aux critères écologiques ;

LFI : Instaurer la règle verte au niveau européen c'est-à-dire ne pas prélever davantage à l'écosystème que ce qu'il est capable de supporter ; adopter un plan de sauvegarde de la biodiversité en Europe intégrant la protection des abeilles et des oiseaux, des forêts comme meilleur moyen de stocker le carbone ;

Verts : Sanctionner les Etats qui ne diminuent pas leur empreinte écologique ;

LREM : Investissement massif (1000 milliards d'ici 2024) dans la transition écologique et solidaire.

Lignes directrices climat

Certains programmes proclament une ligne directrice, d'autres pas. Ce n'est pas pour autant qu'ils négligent la question. On retiendra les intentions suivantes :

LR : Mettre en œuvre un plan européen pour le climat ;

LREM : De la Banque centrale à la Commission, toutes les institutions européennes doivent avoir le climat pour mandat ;

Verts, **LFI** : S'engager dans une économie zéro carbone.

Plan européen pour l'énergie³

Tous les programmes, de manière explicite ou implicite, souhaitent que l'Europe se fixe des objectifs ambitieux. Sont explicitement cités :

LR, L'UE doit s'engager sur l'objectif « 0 carbone en 2050 » ;

LREM : Fermer toutes les centrales à énergie fossile et sortir de tous les hydrocarbures d'ici 2050 ;

Verts, **LFI** : Sortir du nucléaire et du charbon entre 2030 et 2050 (**LFI** : en 2050), vers 100 % d'énergies renouvelables ;

³ La feuille de route de l'UE prévoit une réduction de 40% des GES par rapport à 1990, 32% d'énergie renouvelable, une augmentation de 32% d'efficacité énergétique et une neutralité carbone en 2050.

LFI : Revoir à la hausse les objectifs de la COP 21 : neutralité carbone en 2050 (contre 2060) ;

LFI, PP-PS : Interdire toute nouvelle exploitation d'énergie fossile dans l'UE ;

Verts, LFI : Mettre fin à tous les soutiens vers les énergies fossiles ;

PP-PS : Création d'un « *Airbus* » de l'énergie renouvelable.

La question du nucléaire n'est citée que par les **Verts** et **LFI**.

Fiscalité écologique

Elle n'est abordée explicitement que par les programmes **LREM, PS-PP, Verts et LFI**.

LREM, PS-PP, LFI : Taxe sur le kérosène (**PS-PP** : sur les vols intra européens) ;

Verts : Taxation des avions, camions, paquebots, à l'intérieur des frontières de l'UE ;

LFI : Voter une fiscalité carbone ;

LREM : Taxer le carbone des produits importés ;

LFI : Abandonner le marché des droits à polluer et le remplacer par une taxe sur les gros pollueurs.

Transports

On ne trouve pas de mesures concernant cette question dans tous les programmes, ce qui n'implique pas forcément de profondes divergences.

PS-PP : Sortie progressive du moteur diesel d'ici 2030 et du moteur à explosion d'ici 2040 ;

LREM : Sortie du diesel et de l'essence en 2040 ;

Verts, PP-PS, LFI : Plan ferroviaire européen.

Investissements, financement

Le principe d'une implication importante de l'UE pour le financement des investissements contre le changement climatique est partagé par tous les programmes. Les modalités varient, et de toute façon restent à préciser : contribution directe du budget de l'UE, utilisation de la BEI ou création d'une banque dédiée, taux bonifiés, par qui ?

LR : Prêts à taux 0 par la BEI.

LREM, Verts, PP-PS : Création d'une banque européenne du climat pour financer la transition écologique. Les Verts et PP-PS étendent ses attributions à la biodiversité.

LREM, Verts : Consacrer une part du budget européen à la lutte contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité (50% pour les **Verts** et 40% pour **LREM**)

LFI : Plan d'investissement public dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

Verts, PS-PP : Plan d'investissement de 100 milliards par an (**PS-PP** : pendant 5 ans, orienté vers plan d'industrialisation européen : efficacité énergétique et stockage des énergies intermittentes).

LREM estime que 1000 milliards sont nécessaires d'ici 2024 pour lutter contre le réchauffement climatique, mais ne précise pas s'il s'agit d'investissements spécifiquement à l'initiative de l'UE.

Autres mesures

Le programme LR marque sa différence en préconisant, sans beaucoup de précisions, le renforcement de l'économie circulaire, la valorisation des filières de recyclage, et la promotion de la bio économie.

LREM souhaite mettre fin à l'obsolescence programmée.

PP-PS et LFI préconisent le développement de l'économie circulaire, notamment à travers une politique européenne contre le gaspillage alimentaire, et la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire.

En conclusion

Mis à part le programme RN qui ignore totalement la question, on ne peut que souligner la convergence globale des propositions émises par les différentes listes candidates, même si certaines modalités diffèrent ou sont exprimées avec plus ou moins de précision. Si ces convergences se retrouvent dans les programmes des partis pro-européens des autres pays membres, nul doute que le prochain Parlement aura *du grain à moudre* en matière d'énergie et de climat.

L'ENVIRONNEMENT ET LA POLITIQUE AGRICOLE

Malgré de nombreux points communs, de réelles différences apparaissent entre LR, qui remet peu en cause les orientations actuelles de la PAC et les listes LREM, Verts, PP-PS et LFI, qui préconisent une réorientation des subventions vers une agriculture « durable » de petits exploitants pratiquant le bio et prenant soin de la nature. Le RN se contente de plaidoyers généraux en faveur du local et de la transmission familiale des exploitations.

Environnement et santé

Les Verts avancent une proposition très générale mais peu précise : un plan antitrust contre les pollueurs.

PP-PS veut renforcer le dispositif Natura 2000 pour favoriser la biodiversité et créer une agence européenne de notation environnementale qui évaluera les risques liés à l'activité des entreprises.

LFI veut faire du droit à l'eau un droit fondamental en Europe et instaurer la gratuité à l'accès aux mètres cubes vitaux

Les autres propositions traitent des produits dangereux :

- Evaluation des produits chimiques plus transparente et indépendante des lobbys (LREM)
- Limitations ou interdictions diverses :
 - ✓ Pesticides : division par 2 en 2025 (LREM) ; interdiction (Verts) ; « sortie » (LFI) ; interdiction du glyphosate et sortie des pesticides de synthèse en 2030 (PP-PS) ; interdiction du glyphosate en 2021 (LREM) ;

- ✓ OGM : interdiction (**Verts**), ou « sortie » (**LFI**), avec interdiction d'importation (et menace de « *désobéissance* »), étiquetage obligatoire (**PP-PS**) ;
- ✓ Néonicotinoïdes : « sortie » (**LFI**) ;
- ✓ Perturbateurs endocriniens : « sortie » (**LFI, PP-PS**).
- ✓ Produits issus de la déforestation : huile de palme, interdiction d'importation (**LFI**) ;
- ✓ Produits pour l'alimentation du bétail : soja, autres céréales, interdiction d'importation (**LFI**) ;

Agriculture et alimentation - Propositions générales

- **Privilégier le local** constitue une orientation partagée par le **RN** (« promouvoir le localisme »), **LR** (inciter à la consommation de produits agricoles et de pêche locaux, notamment dans les cantines scolaires), **LFI** et les **Verts**.

Le **RN** y ajoute un plaidoyer en faveur de « la transmission familiale des droits de propriété du sol et des ressources comme voie royale de la société écologique ».

Concernant l'**alimentation**, **LFI** entend lutter contre le gaspillage alimentaire, alors que **LREM** prône la création d'une force sanitaire européenne pour le contrôle des aliments.

- **Mieux réguler** l'agriculture européenne :

LR : Rétablir la préférence communautaire et créer un « Fonds européen permanent de prévention et gestion des crises agricoles » ;

PS-PP : Viser la souveraineté alimentaire européenne pour mettre fin à l'importation des protéines végétales.

- **Ré-orienter** l'agriculture européenne :

PS-PP : Sortie progressive de l'agro-industrie des intrants chimiques vers l'agro-écologie et l'agriculture paysanne ;

Verts : Une agriculture 100% bio et locale d'ici 2050 avec une première étape à 30% en 2025 ;

LREM : orienter les aides agricoles vers les modèles propres et respectueux du bien-être animal ;

Verts et **LFI** : Diminuer, au profit des productions végétales, les aides à la viande et l'exploitation animale, en particulier les élevages intensifs (**LFI**) et les fermes usines (**Verts**) ;

LFI : Interdire les agrocarburants qui rentrent en compétition avec les productions alimentaires.

Politique agricole commune

LR et **LREM** s'opposent à la **baisse** prévue du budget de la PAC. **LR** préconise en outre de confier aux régions la gestion des fonds européens de la PAC.

LR et **PP-PS** souhaitent qu'elle favorise l'**installation** des jeunes agriculteurs.

LR, LFI, les Verts et PP-PS souhaitent qu'elle favorise les **petites exploitations**, avec, chez les Verts, une revalorisation des aides planchers et un plafonnement des subventions attribuées aux grosses exploitations, de manière à assurer une juste **rémunération** des petits producteurs. Pour PP-PS, cette rémunération doit tenir compte du **service rendu** à l'environnement et à l'écologie (production de biogaz, entretien des paysages et protection de la biodiversité).

LR souhaite une meilleure **protection** des terres agricoles.

LR, LFI, LREM, PP-PS et les Verts souhaitent qu'elle favorise la **conversion vers le bio**.

Pêche

Pour LR, il convient de :

- s'opposer à la baisse prévue du Fonds européen pour la pêche, financer la modernisation des flottes, préserver la ressource, combattre la pêche électrique ;
- négocier un accord spécifique avec le Royaume-Uni : défense des pêcheurs français.

Pour PP-PS : politique commune de la pêche faisant de l'emploi dans le secteur artisanal une priorité et réformant les quotas selon des critères de performance écologique décidés de façon transparente.

Pour LFI : interdire les financements de la pêche au chalut.

Sauvegarde des océans

PS-PP : Interdiction d'exploitation d'hydrocarbures en mer ;

PP-PS, LREM : Dans le cadre du traité mondial sur la haute mer, objectif de 30% des écosystèmes marins protégés d'ici 2030.

LR propose la mise en place d'une « stratégie plastique » : modes de collecte et recyclage ; les Verts veulent « *en finir avec la société du plastique* ». PP-PS veut la suppression des emballages plastiques et polystyrènes d'ici 2025 ; LREM veut interdire les plastiques non recyclables d'ici 2025 et les micro-plastiques dans les cosmétiques, peintures ... d'ici 2020.

LREM souhaite pour 2020 un accord mondial sur la biodiversité terrestre et marine, qui serait le pendant de l'accord de Paris sur le climat.

3 – Conclusion : les limites de l'exercice

L'examen⁴ auquel nous nous sommes livrés révèle, entre les programmes des principales listes candidates, des conceptions différentes, des désaccords, mais aussi de nombreuses convergences.

Côté désaccords, les programmes **RN** et **LFI** se démarquent des autres sur le thème des institutions alors que celui des frontières sépare **RN** et **LR** des autres listes candidates.

On trouve des convergences, qui pourraient se traduire par des majorités parlementaires, sur les questions du statut des travailleurs détachés, de la promotion des Initiatives Citoyennes Européennes, sur le recours à la majorité qualifiée pour les sujets de politique fiscale et sociale, sur un protectionnisme vert aux frontières, sur la nécessité de remplacer le règlement de Dublin et sur les mesures de moralisation de la vie des institutions.

Le lecteur, et plus généralement l'électeur peuvent légitimement se poser la question suivante : *est-on sûr que l'ensemble des mesures présentées seront, pendant le prochain mandat, mises à l'ordre du jour du Parlement européen ?*

La réponse ne peut être que nuancée, pour plusieurs raisons :

Certains partis admettent que bon nombre de leurs propositions ne seront valides que lorsqu'ils accéderont au pouvoir au niveau national, leur programme ayant donc également une fonction de promotion de leurs conceptions politiques générales. C'est le cas, en particulier, de **RN** et de **LFI**.

De manière générale, ces programmes, contrairement à ce que le Pacte civique aurait souhaité, sont le fruit de la réflexion de partis français et non de partis européens. Les propositions qu'ils contiennent n'arriveront sur le bureau du Parlement que dans deux cas de figure :

- soit elles seront reprises par le parti européen auquel ils se rattacheront et celui-ci aura suffisamment de poids pour imposer qu'elles soient débattues ; l'électeur doit donc particulièrement s'intéresser au parti européen auquel chaque liste compte se joindre⁵, à son action passée et à ses conceptions européennes ;
- soit elles s'inscriront dans un projet négocié par les forces politiques constituant la nouvelle majorité au Parlement.

Tout sera affaire de négociation, de capacité à passer des compromis, comme le Parlement européen l'a toujours pratiqué. Donc plus les mesures proposées sont partagées par un large spectre politique, y compris dans les programmes français que nous avons examinés, plus elles auront de chances d'aboutir.

Reste un dernier critère que l'électeur ne doit pas négliger : la capacité des candidats qui figurent en bonne position sur une liste de travailler de manière efficace au Parlement européen, ce qui requiert une bonne connaissance des institutions, une capacité à dialoguer avec les parlementaires d'autres langues et d'autres cultures, et une grande aptitude à la négociation. Ces capacités, de toute façon, ne s'acquièrent pas en quelques jours. Un juste équilibre doit être recherché entre le renouvellement apporté par de nouvelles têtes, et l'expérience de sortants s'étant montrés productifs pendant le dernier mandat.

⁴ Qui reste sommaire, certaines listes ayant publié des programmes extrêmement détaillés dont l'analyse dépassait le cadre de la présente comparaison.

⁵ Lorsqu'elle l'a annoncé.